

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Fonds santé Covid-19 : près de

MIS en place, en avril dernier, par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, sur ressources propres, cette initiative a permis de couvrir, pendant 6 mois, l'accès aux soins ainsi que les tickets modérateurs des personnes fragiles et vulnérables immatriculées à la Cnamgs.

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Le 16 avril dernier, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, avait créé un Fonds santé Covid-19 d'un montant de 2,1 milliards de francs CFA pour financer, sur une période de 6 mois, les tickets modérateurs des Gabonais économiquement faibles (GEF) immatriculés à la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs). Arrivé à échéance, cet appui sur ressources propres du chef de l'État a permis la prise en charge de près de 350 000 d'entre eux, en garantissant leur accès total aux soins de santé, sans se préoccuper des aspects financiers.

Cette marque de solidarité d'Ali Bongo Ondimba envers ses concitoyens les moins nantis aura donc eu le mérite d'être parvenu à la fois à un bilan satisfaisant et d'avoir réussi à atteindre l'objectif souhaité qui était, notamment, de soutenir les personnes les plus faibles et les plus vulnérables au plus fort de la crise sanitaire liée au coronavirus, qui sévissait avec une ampleur particulière dans notre pays à cette période-là, et dont le 1er cas, apparu le 12 mars, avait entraîné la prise de mesures fortes, parmi lesquelles le confinement total, et contraint plusieurs secteurs d'activité à se mettre en arrêt jusqu'à ce jour.

"Les 2,1 milliards que j'ai injectés à titre personnel ont été consommés en totalité. C'est donc avec le sentiment du devoir accompli, qu'en tant que citoyen, je tenais à m'adresser à vous aujourd'hui", a indiqué, hier, en guise d'évaluation, le chef de l'État dans une communication audiovisuelle. Une satisfaction acquise d'autant plus que la lutte contre le

coronavirus dans notre pays montre des résultats probants au quotidien. Car, après une évolution inquiétante des cas au début de la pandémie, le pic a été atteint entre mai et juin, pour se situer actuellement dans une tendance baissière.

Même si le spectre d'une seconde vague plane sur le territoire, à cause du relâchement observé ces derniers temps parmi la population dans le respect des gestes barrières et des mesures d'hygiène, le pire n'est toutefois pas envisageable. La stratégie de riposte, le dispositif sanitaire en vigueur dans tout le pays, ainsi que les efforts des autorités

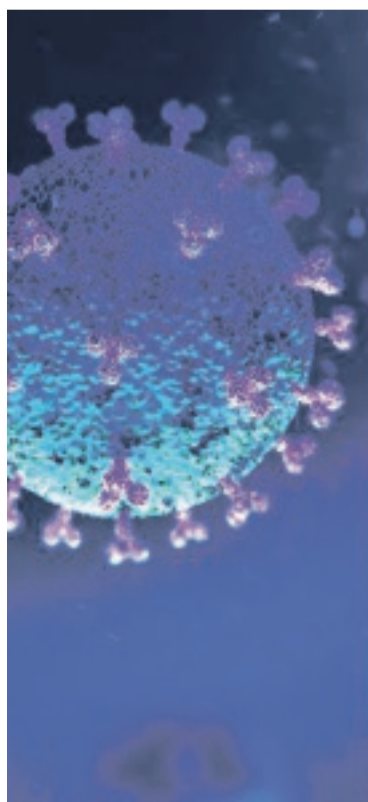
«Les 2,1 milliards que j'ai injectés à titre personnel ont été consommés en totalité. C'est donc avec le sentiment du devoir accompli, qu'en tant que citoyen, je tenais à m'adresser à vous aujourd'hui»

de l'épidémie de Covid-19 sur notre territoire. Résultat : nous retrouvons peu à peu le cours normal de la vie, avec la reprise progressive des activités économiques et sociales si indispensables au vivre-ensemble", a-t-il déclaré.

En outre, le meilleur reste à venir, selon le numéro un gabonais. Avec l'arrivée très prochaine, sûrement, d'un vaccin pour lequel continuent de travailler des firmes pharmaceutiques et diverses organisations à travers le monde. "Pour autant, mes chers compatriotes, nous devons rester prudents, vigilants. Tout relâchement risquerait de faire repartir l'épidémie et mettre ainsi à bas des mois d'efforts et de sacrifices. Cela, je ne le veux pas, nous ne le voulons pas. C'est pourquoi, j'appelle chacun et chacune au sens du devoir, à la responsabilité et au civisme. Oui, nous avons remporté une bataille, plusieurs même. Mais, il nous faut encore gagner la guerre. En attendant la disponibilité d'un vaccin, il nous faut continuer de respecter les gestes barrières et porter tous nos masques. Ensemble, solidaires, nous viendrons à bout de ce virus", a tenu à rappeler Ali Bongo Ondimba, notamment en cette période marquée par les préparatifs des fêtes de fin d'année.



Ali Bongo Ondimba : «Les 2,1 milliards que j'ai injectés à titre personnel ont été consommés en totalité. C'est donc avec le sentiment du devoir accompli, qu'en tant que citoyen, je tenais à m'adresser à vous aujourd'hui»



LES CHIFFRES DU FONDS SANTÉ COVID-19

Montant du fonds : **2,1 milliards**
Bénéficiaires : **350 000 GEF**
Durée d'exécution : **6 mois**

©D. MAIXENT MOUSSAVOU



CORONAVIRUS

350 000 GEF en ont bénéficié

Devoir accompli, stratégie payante

ENA
Libreville/Gabon



DANS les stratégies et moyens déployés en vue de lutter contre le nouveau coronavirus au Gabon, il fallait bien compter avec l'apport substantiel du président de la République, Ali Bongo Ondimba. Le Fonds santé Covid-19 qu'il a mis en place a permis, de par son utilisation multiforme, de faire bénéficier à plus de 350 000 citoyens gabonais économiquement faibles, enregistrés à la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs), de l'assistance médicale en cette période de crise sanitaire ayant

Mais il s'agit aussi de se réjouir de la bonne utilisation par les praticiens de ce Fonds à caractère hautement social dont le bilan présente un satisfecit qui restera dans les souvenirs.



Photo: DR/L'Union

impacté plusieurs familles. Lesquelles ont vu ainsi s'éloigner l'angoisse d'une charge financière hors de leur portée. Un tel soulagement est à apprécier à l'aune des considérations humanitaires, énormes dans une crise sanitaire aussi importante que l'est le Covid-19. Cette initiative d'entraide et de solidarité de la part du premier magistrat du pays a impacté positivement de nombreux pans du système de santé du Gabon, dans le cadre de la lutte contre cette pandémie. Mais il s'agit aussi de se réjouir de la bonne utilisation par les

praticiens de ce Fonds à caractère hautement social dont le bilan présente un satisfecit qui restera dans les souvenirs. Bien entendu, le Covid-19 n'est pas vaincu, et des efforts (tel que celui du chef de l'État) doivent être faits pour le contenir davantage et garantir aux Gabonais un meilleur accès aux soins. Traduisant l'engagement du président de la République à maximiser les possibilités des personnes vulnérables à s'offrir des soins de santé, le moins que l'on puisse dire, c'est que le Fonds santé Covid-19 aura répondu à leurs attentes.

«... ont été consommés en totalité».

Un Noël à huis clos pour éviter une flambée des contaminations

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

LE Conseil des ministres du jeudi 10 décembre a donc entériné le projet de loi portant prorogation des mesures sanitaires de prévention, de lutte et de riposte contre le Covid-19. La nouvelle qui tombe deux semaines avant les festivités de Noël a, certes, de quoi mécontenter les habitués des réveillons grandeur nature. Mais les autorités sanitaires ont, comme ailleurs, préféré opter pour la prudence : ces dispositions entrent dans le cadre de la prévention d'une deuxième vague de l'épidémie dans notre pays. En effet, les dernières statistiques

militent largement en faveur de la conclusion du Copil Gabon de maintenir les mesures prises pour protéger davantage la population. Selon les chiffres qui inspirent l'inquiétude à la veille des fêtes de fin d'année, le nombre de cas positifs est passé de 170 en septembre et 190 en octobre à 246 en novembre. En outre, si le bilan macabre est resté relativement bas, à savoir 1 mort, respectivement en septembre et novembre, les décès ont connu un bond significatif. Pour le seul mois de novembre, on a dénombré 6 pertes en vies humaines. Avec de tels indicateurs, les pouvoirs publics dont l'action s'inscrit dorénavant dans

la prospective, craignent que les rassemblements prolongés – aussi bien dans les lieux de culte pour la célébration de la Nativité, que dans les points chauds de la ville –, ne soient des clusters à l'origine d'une vague de contamination à grande échelle. Entre limiter les conséquences de la vie nocturne sur l'épidémie et laisser libre cours aux traditions festives de fin d'année, le gouvernement gabonais a fait le choix de la première option. La seule alternative qui s'offre aux populations reste un Noël à huis clos, en comité restreint. Comme ce sera d'ailleurs le cas dans plusieurs pays.



Photo: F. M. MOMBO